

# LE GUIDE DE L'AGENT PUBLIC

LISEZ LE GUIDE !



DEPUIS JUILLET 2022, LA DIRECTION CENTRALE DE LA COMMUNICATION DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS VOUS PROPOSE **LE GUIDE DE L'AGENT PUBLIC**. NOTRE OUTIL D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION. IL S'ADRESSE A TOUS EN APPORTANT DES INFORMATIONS, DES REPÈRES PERMETTANT AUX UNS ET AUX AUTRES DE MIEUX CONNAÎTRE LEURS DROITS ET DEVOIRS POUR POUVOIR AGIR SI BESOIN DANS UNE DIVERSITÉ DE SITUATIONS ADMINISTRATIVES.

IL SERAIT PRÉTENTIEUX D'IMAGINER RÉDUIRE EN QUELQUES FICHES L'INTÉGRALITÉ DE LA PRODUCTION INTELLECTUELLE, SUR L'AGENT PUBLIC. AFIN DE RÉALISER CES PUBLICATIONS, DES CHOIX SONT OPÉRÉS INVITANT À RÉSUMER PARFOIS CERTAINS TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES.

DE MÊME, **LE GUIDE DE L'AGENT PUBLIC** ENTEND VALORISER LES PRATIQUES MANAGÉRIALES APPROPRIÉES AUX ENJEUX ACTUELS DE LA FONCTION PUBLIQUE, AINSI QUE LE PARCOURS PERSONNEL DES UNS ET DES AUTRES VIA SA RUBRIQUE "**PORTRAIT**". DANS CHAQUE NUMÉRO, UNE CITATION LIÉE À LA NOTION DU MOIS ABORDÉE VOUS EST ÉGALEMENT PROPOSÉE.

"**LE GUIDE DE L'AGENT PUBLIC**" SE VEUT UN OUTIL PRAGMATIQUE, MIS À LA DISPOSITION DE TOUS LES AGENT PUBLIC, QUELQUE SOIT SA CATÉGORIE. IL A POUR VOCATION D'ÊTRE LU PAR NUMÉRO D'APPARITION MENSUEL. IL EST ACTUALISÉ CHAQUE MOIS. CE, EN FONCTION DES THÉMATIQUES PROPOSÉES PAR LE SERVICE ANALYSE DES MÉDIAS, PAR DES AGENTS TOUS PANS CONFONDUS ET VALIDÉS PAR MADAME LE DIRECTEUR CENTRAL DE LA COMMUNICATION.

# LE GUIDE DE L'AGENT PUBLIC

## N°27 OCTOBRE 2024

### LA NOTION DU MOIS : L'OUVERTURE DE DEUX COMMISSIONS INTERMINISTÉRIELLES AU SEIN DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le 07 octobre 2024, le Premier Ministre Chef du Gouvernement de la Transition, **Raymond NDONG SIMA** a solennellement inauguré l'hémicycle du ministère de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités, exprimant le souhait qu'il soit utilisé de manière judicieuse, afin d'éviter à l'État de reproduire les mêmes efforts.

Cet événement marque une étape majeure dans l'effort entrepris par les autorités de la Transition, sous la conduite de **Son Excellence le Président de la République, Chef de l'État, le Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA**, pour renforcer l'efficacité des institutions publiques et offrir aux agents de l'État un cadre de travail moderne et fonctionnel.

Dans son discours, le Premier Ministre a souligné l'importance d'une gestion rigoureuse et durable des ressources publiques. Il a plaidé pour la continuité et l'accumulation progressive des acquis, se distinguant ainsi d'une logique de redémarrage perpétuel. En conséquence, il a exhorté les responsables publics à veiller à un usage optimal des infrastructures mises à leur disposition, en les considérant comme un patrimoine collectif dont l'utilité doit s'étendre aux générations futures : **« L'État ne peut pas passer son temps à reconstruire ce que nous avons déjà construit, c'est pourquoi nous faisons du surplace »** a-t-il déclaré.

En présence du Ministre en charge de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités, **Madame Louise BOUKANDOU MOUSSAVOU**, faisant d'une pierre deux coups, le Chef du Gouvernement a procédé au lancement officiel de deux commissions interministérielles. Une commission chargée de l'examen des dossiers de demande d'intégration des jeunes Gabonais dans la Fonction Publique, conformément aux dispositions de **l'arrêté n°000009/PM/MFPRC, signé le 24 novembre 2023** et une autre commission affectée au traitement des demandes de mise en stage professionnel des agents publics ayant initié des dossiers.

Pour rappel, cette initiative fait suite au communiqué n°13 du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) du 29 septembre 2023, annonçant la reprise de dépôt des demandes d'emploi auprès du Ministère de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités. Depuis cette annonce, de nombreux demandeurs d'emploi ont massivement afflué pour soumettre leurs dossiers en vue d'une intégration dans la Fonction Publique.

Très attendue par les fonctionnaires et les demandeurs d'emploi, l'ouverture de ces deux commissions est cruciale.

C'est donc à juste titre que la Ministre de la Fonction Publique et du Renforcement des Capacités estime que : **« la commission d'examen des dossiers de demandes d'emploi à la demande du CTRI, est une commission pour laquelle je tiens à amener ces travaux à terme, pour pouvoir donner les meilleures conclusions aux plus hautes autorités ».**

En droite ligne, **l'arrêté n°000009/PM/MFPRC** a **acté le dégel des recrutements à la Fonction Publique**, le Gouvernement a mis en place une commission en charge de l'examen des dossiers de demande d'intégration à la Fonction Publique. Ladite commission va s'atteler à la lourde tâche d'examiner avec minutie et équité plus de 150 000 dossiers de demande d'emploi.

Ces dossiers, couvrant un large spectre de qualifications, allant du Certificat d'Études Primaires et Élémentaires (CEPE) au diplôme de Master, seront analysés avec rigueur afin de garantir un processus de recrutement transparent et inclusif.

Quant au dilemme de mise en stage professionnel des agents publics, cet événement illustre l'engagement du Gouvernement à moderniser l'Administration publique et à valoriser les compétences des agents de l'État, en vue de renforcer l'efficacité et la performance des services publics. Cette initiative pourrait également avoir des implications significatives pour l'emploi et la professionnalisation des agents publics, contribuant ainsi à renforcer les capacités de l'État gabonais.

En substance, l'annonce de l'ouverture de ces commissions souligne l'engagement du Gouvernement envers une gestion plus efficace des ressources humaines et une meilleure valorisation des agents publics de l'État. Cela représente alors une opportunité pour l'État de se réformer et de mieux servir ses citoyens, tout en répondant aux attentes légitimes des populations.

Cependant, les Gabonais attendent les conclusions de la réalisation de ces travaux. Toute chose qui nécessite la mise en œuvre d'une véritable stratégie de communication ; impliquant les services compétents du Ministère pour une plus grande transparence et la garantie de la diffusion d'informations pertinentes et essentielles tant aux usagers qu'à l'opinion publique nationale, voire internationale.

# PORTRAIT

## DES DOSSIERS DE DEMANDES D'EMPLOIS REÇUS AUPRES DES DCRH

L'examen des demandes d'emplois consécutif au communiqué n° 013 du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) du 29 septembre 2023 s'est fait ainsi qu'il suit :

N°	DEPARTEMENTS	TOTAL
1	FONCTION PUBLIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	46965
2	AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	11109
3	EAUX ET FORETS	9049
4	TRAVAUX PUBLIQUES	6967
5	COMPTE PUBLICS	6967
6	COMMERCE DES PME/PMI, CHARGER DES ACTIVITES REMUNERATRICES DE REVENUS	6842
7	MINES	5930
8	SANTE	5774
9	ECONOMIE ET PARTICIPATIONS	5544
10	TRANSPORT, DE LA MARINE MARCHANDE ET DE LA MER	5269
11	INTERIEUR, ET DE LA SECURITE	4346
12	HABITAT, DE L'URBANISME DU CADASTRE	4158
13	CULTURE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES ARTS	3816
14	AFFAIRES ETRANGERE, CHARGES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DES GABONAIS DE L'ETRANGER	3499
15	COMMUNICATION ET DES MEDIAS	2638
16	AFFAIRES SOCIALES	2459
17	TOURISME ET DE L'ARTISANAT	2338
18	REFORME DES INSTITUTIONS	2198
19	TRAVAIL E3T DE LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE	1616
20	ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES	1335
21	INTERIEUR (DECENTRALISATION)	1321
22	PRIMATURE	603
23	EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CHARGE DE LA FORMATION CIVIQUE	442
24	ECONOMIUE NUMERIQUE ET DES NOUVELLE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	309
25	INDUSTRIE	23
26	PETROLE	
27	PLANIFICATION ET DE LA PROSPETIVE	
28	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INFORMATION TECHNOLOGIQUE	

29	ENVIRONNEMENT, DU CLIMAT ET DU CONFLIT HOMME-FAUNE	
30	JUSTICE, GARDE DES SCEAUX	
31	DEFENSE NATIONALE	
		142 686

**Légende:**

	Département ayant transmis leur fichier
	Département n'ayant pas transmis leur fichier
	Département sans DCRH

## CITATION



**"L'efficacité d'un service public se mesure par la satisfaction du citoyen".  
John Fitzgerald Kennedy, dit Jack Kennedy, communément appelé John F. Kennedy et par ses initiales JFK (1917-1963), homme d'État américain, 35<sup>e</sup> président des États-Unis.**